

Interview de Samuel Legros, Chargé de recherche et de plaidoyer à la CNA PD et membre du Comité T par Alice Sinon, Coordinatrice Comité T LDH

La Belgique et la guerre : un discours schizophrénique

La Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNA PD) est une plateforme qui regroupe, depuis 1970, une quarantaine d'associations de jeunesse et d'éducation permanente progressistes. Fondamentalement pacifiste, la Coordination se donne pour objectif de sensibiliser, entre autres, aux questions de désarmement nucléaire, de terrorisme, de participation citoyenne et de démocratie. Elle informe sur les raisons des conflits et les phénomènes de violence.

LA BELGIQUE EST LARGEMENT PERÇUE COMME UN PAYS PACIFIQUE, QUI PROMET LES DROITS HUMAINS. TOUTEFOIS, ELLE INTERVIENT AUSSI RÉGULIÈREMENT DANS DES CONFLITS MILITAIRES À L'ÉTRANGER. PEUT-ON VOIR LÀ UNE FORME DE CONTRADICTION ?

Oui, cette perception est très bizarre... D'abord, il faut constater que, sous quelque bannière que ce se soit (OTAN ou coalition internationale), la Belgique a été – et est – de toutes les interventions militaires occidentales (à l'exception de l'intervention en Irak en 2003). Evidemment, toutes ces interventions s'accompagnent d'un discours légitimateur où l'on soutient – et au travers duquel on arrive manifestement à faire croire – que ces interventions militaires poursuivent des objectifs humanistes (la défense des droits humains et de la démocratie, des droits des femmes, etc.). Faire la guerre pour faire la paix...

L'ARMÉE BELGE EST-ELLE UNE ARMÉE DÉSARGENTÉE ET FAIBLE, COMME LES SYNDICATS MILITAIRES L'AFFIRMENT RÉGULIÈREMENT ? PLUS PRÉCISÉMENT, POURRIEZ-VOUS NOUS DIRE QUELLE PROPORTION DE SON BUDGET LA BELGIQUE CONSACRE-T-ELLE À LA DÉFENSE ?

En effet, la défense est souvent présentée comme une variable d'ajustement budgétaire, plus encore depuis la crise économique de 2008 et la politique d'austérité qui a suivi. L'imaginaire soutient que, dès qu'il faut faire des économies, c'est toujours dans le budget de la défense qu'on va rogner. Or, c'est faux ! Et il est d'ailleurs très étonnant de voir que cette idée est très répandue parmi la population. Il n'est jamais question, par exemple, du secteur de la Justice auquel est consacré moins de 0.7% du PIB. Là où, pour la défense, on est à 1%... Et le gouvernement Michel a fait voter sa « loi de programmation militaire » qui verra le budget de la défense doubler d'ici à 2030 (1,38 % du PIB). Il est vrai que le budget de la défense a quelque peu diminué depuis la crise mais il reste plus élevé que celui d'autres services qui n'ont pas bénéficié d'autant d'attention de la part du dernier gouvernement.

UN DÉBAT POLITIQUE ANIMÉ A FAIT TANGUER LE PRÉCÉDENT GOUVERNEMENT, AUTOUR DU RENOUELEMENT DE LA FLOTTE D'AVIATION MILITAIRE BELGE, QUI A ABOUTI À UNE DÉPENSE GIGANTESQUE DANS L'ACHAT DE F35. QU'EST-CE QUI EXPLIQUE TOUTE CETTE AGITATION ? QUEL REGARD POSE LA CNA PD SUR CETTE QUESTION ?

À l'époque, la CNA PD s'est fortement opposée à l'achat des F35. Elle coordonne d'ailleurs la plateforme « Pas d'avions de chasse » qui regroupe 130 associations (Oxfam, 11.11.11...)¹⁷ opposées au renouvellement de la flotte d'aviation de combat belge, dont certaines qui n'étaient pas, a priori, directement mobilisées sur la question pacifiste ou non-violente au sens strict. La position de la CNA PD, et du mouvement de la paix en

¹⁷ Pour plus d'informations, voir le site : <http://www.cnapd.be/tag/pas-davions-de-chasse>

général, se base sur le constat que l'utilisation des anciens avions F16 n'a absolument pas participé à la stabilisation des situations de conflit dans lesquelles ils ont opéré. En effet, on observe que chaque fois que la Belgique est intervenue militairement par les airs quelque part, ça n'a fait qu'aggraver la situation. Il suffit de regarder la situation actuelle en Lybie. C'est l'un des exemples les plus flagrants du caractère contre-productif d'une intervention militaire. Et ne parlons pas de l'Afghanistan.

Si l'on parle de contre-productivité, c'est au regard du discours qui accompagne les interventions militaires belges et qui fabrique le consentement autour d'elles. Ainsi, en Libye, l'objectif invoqué était de « protéger la population » en évitant un « bain de sang ». Or, on voit que le bain de sang n'a pas été évité et surtout qu'un chaos absolu règne toujours en Libye. Le pays n'a absolument pas été stabilisé, encore moins pacifié, suite à l'intervention militaire de la coalition. Une intervention militaire qui a d'ailleurs violemment coupé court à une mission de pourparlers engagée par l'Union Africaine et qui portait ses fruits. Le deuxième argument principal contre le renouvellement des avions de combat F16 questionne les priorités du gouvernement en termes d'investissements publics. Depuis la crise financière et économique de 2008-2009, des coupes drastiques ont été faites dans les budgets des services publics – à commencer par la justice, la santé, les transports, la transition énergétique, etc. Toutes ces politiques dont la priorité n'est a priori pas à questionner. Or, s'agissant de ces dépenses publiques-là, il y a toujours (ou presque systématiquement), de la part de nos politiques, une fin de non-recevoir opposée à toute demande d'augmentation ; alors qu'on constate que les budgets militaires n'ont cessé d'augmenter récemment. La plateforme « Pas d'avions de chasse » veut donc questionner l'ordre des priorités du gouvernement, qui concède des investissements publics énormes dans du matériel militaire (9,3 milliards d'engagements contractuels conclus par le seul gouvernement Michel...) alors que tous les autres services publics doivent se serrer la ceinture...

LA BELGIQUE EST MEMBRE DE L'OTAN², QUI EST CONNUE POUR DÉVELOPPER UNE POLITIQUE PLUTÔT INTERVENTIONNISTE DANS LES CONFLITS INTERNATIONAUX. QUEL EST LE RÔLE DE LA BELGIQUE AU SEIN DE CETTE ORGANISATION ? SON RÔLE EST-IL LE MÊME AU SEIN DES NATIONS UNIES ?

Le rôle de la Belgique au sein de l'OTAN est celui d'un État-membre à l'image des 27 autres. On dit souvent de l'OTAN que c'est une alliance sous égide américaine et que, à peu de choses près, ce sont les États-Unis qui décident dans cette institution. Je pense que c'est un argument contre lequel il faut absolument se porter en faux. En effet, à partir du moment où la prise de décision au niveau de l'OTAN se fait en vertu du principe « qui ne dit mot consent », tant que la Belgique ne s'oppose pas à la politique interventionniste (ou de sécurité et de défense) édictée par l'OTAN, elle en est partie prenante.

Au niveau des Nations Unies, on observe que la Belgique a une adhésion, disons, discursive. Une adhésion inversement proportionnelle à l'attention et au volontarisme qu'elle porte vis-à-vis des objectifs et du travail de l'OTAN.

CERTAINS PLAIDENT POUR LA RÉINSTITUTION DU SERVICE MILITAIRE, OU D'UNE FORME DE SERVICE CIVIL OBLIGATOIRE, POUR TOU·TE·S LES JEUNES, ET CE, POUR DIVERSES RAISONS : RENFORCER DES SERVICES PUBLICS, IMPLIQUER LES JEUNES DANS UN PROJET QUI A DU SENS, ETC. QUELLE EST VOTRE VISION DE LA QUESTION ?

Le débat sur le service militaire a surtout eu lieu en France. En Allemagne aussi, la question s'est posée.

En Belgique, je n'ai pas encore entendu un discours politique vraiment structuré sur la question. Par contre, on constate ces dernières années une multiplication des manœuvres de sensibilisation de l'armée auprès des jeunes. Par exemple, à la fin du centenaire de la Première Guerre Mondiale, la défense a organisé un tour des écoles en hélicoptère, amenant

1 Organisation du traité de l'Atlantique nord.

les élèves d'une école à une autre. Des exercices militaires ont également été organisés au sein des écoles, durant les heures de cours. On peut citer l'exemple de cette simulation de prise d'otages dans une école secondaire de Nivelles, alors même que les élèves étaient présents dans l'établissement. Tout ça, ce sont des manœuvres de communication (d'ailleurs affichées comme telles) visant à retisser le lien entre l'armée et la population, et les jeunes particulièrement. La CNAPD se place évidemment en opposition sur ces questions parce que nous partons du principe que l'outil militaire, à l'international, est tout à fait illégitime. Ou qu'à tout le moins, il existe beaucoup de démarches à considérer préalablement au recours à la force armée ; et que c'est à ce type de démarches qu'il faudrait plutôt sensibiliser la population. Nous constatons que toutes les armées interventionnistes, et donc aussi l'armée belge, sont en décalage par rapport aux objectifs qui sont discursivement affichés... Toutes les initiatives qui cherchent à élargir la fibre sociale de l'armée, à nos yeux, sont donc illégitimes.

Mais pour en revenir à la question du service militaire, nous rejetons également l'argument, fallacieux, selon lequel le service militaire renforcerait le sentiment de cohésion nationale. En effet, si on jette un œil dans le rétroviseur, il n'y a jamais eu aucune preuve historique prouvant que le service militaire participerait à celle-ci.

DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, CERTAINS ÉTATS PLAIDENT POUR UN DÉARMEMENT PROGRESSIF (NOTAMMENT NUCLÉAIRE), D'AUTRES POUR UNE PLUS GRANDE INTÉGRATION EUROPÉENNE DES ARMÉES, D'AUTRES ENCORE POUR UN RENFORCEMENT DU BUDGET DE L'ARMÉE. QUELLE EST LA POSITION DE LA BELGIQUE EN LA MATIÈRE ? EST-IL POSSIBLE DE VIVRE SANS ARMÉE OU AVEC UNE ARMÉE RÉDUITE DANS LE MONDE ACTUEL ? PLAIDEZ-VOUS POUR LA SUPPRESSION DE L'ARMÉE ?

En ce qui concerne le désarmement nucléaire, on doit encore une fois constater le décalage entre les discours et le concret. Dans le discours, la Belgique est « évidemment » pour un monde sans arme nucléaire. Concrètement, elle entrepose des têtes nucléaires étasuniennes depuis la fin des années 1960, les F16 belges ont la capacité de les transporter et de les larguer et les aviateurs belges sont entraînés pour cela et, enfin, de nouvelles têtes nucléaires doivent arriver prochainement en Belgique pour remplacer les anciennes.

Concernant l'Europe de la défense plus poussée, la Belgique n'a pas vraiment de position tranchée sur la question. Au sein de l'armée et au sein de la classe politique deux tendances essentielles s'observent : d'un côté, il y a les pro-atlantistes et, de l'autre, ceux qui ne sont pas nécessairement anti-atlantistes mais qui sont susceptibles de prendre des distances face aux politiques de l'OTAN. La Belgique se maintient entre ces deux clivages-là. Ceci étant, si on adopte une posture historique, on réalise que la Belgique a toujours donné une priorité à son intégration atlantique, donc à sa place dans l'OTAN, et par ailleurs que l'intégration européenne a surtout servi discursivement pour accompagner les personnes qui ne sont pas si atlantistes que ça. En d'autres mots, on peut dire que la politique européenne de sécurité et de défense a plus été une variable d'ajustement pour soutenir les personnes qui entendaient donner moins de poids à l'OTAN dans la politique de sécurité et de défense de la Belgique.

Quant à la deuxième question, relative à la possibilité de vivre sans armée, la réponse va dépendre de ce qu'on entend par « armée ». Le problème qu'on rencontre, quand on aborde cette question en Belgique ou ailleurs, c'est que l'armée est d'abord vue comme une institution nécessaire pour défendre le territoire. La question est très vaste mais on peut se demander si la Belgique a encore besoin de se défendre contre un ennemi extérieur. Peut-on envisager réellement qu'un autre État ait la volonté d'envahir la Belgique et, si oui, pour quelles raisons stratégiques ? Ce sont des choses sur lesquelles nous doutons quand même beaucoup. On peut en tout cas observer que l'armée belge ne défend plus strictement son territoire – et depuis longtemps – mais, au contraire, s'exporte toujours plus loin des frontières. De plus, l'outil militaire lui-même est questionnable : un outil violent, souvent employé de manière illégale. Et un outil contre-productif,

puisque dans toutes les situations où on y a eu recours (en dehors des missions de l'ONU), on a abouti à faire pire que mieux. Si l'on s'en tient aux discours qui fabriquent le consentement autour des interventions militaires, l'utilisation de l'armée ne devrait jamais être envisagée.

La guerre, c'est la négation des droits humains et la violence s'inscrit toujours dans un cercle dont il est extrêmement difficile de sortir. Les Nations Unies le stipulent clairement : « *les causes fondamentales, primaires, de la violence sont d'ordres socio-économiques. Ce sont sur elles qu'il faut concentrer tous les moyens d'action. Ces causes sont la pauvreté, les maladies infectieuses et la dégradation de l'environnement. Travailler à éradiquer ces causes, c'est travailler à la sécurité.* » Par contre, si la question porte sur les manières de défendre le territoire de la Belgique sans armée, des pistes de réflexion sérieuses existent, comme celui de défense civile par exemple.

Le commerce des armes : Un business comme un autre ?

Collectif, sous la direction de Benjamin Vokar, GRIP, octobre 2019



« *Chaque seconde plus de 10 000 € tombent dans la poche des producteurs d'armement à travers le monde. Ce qui correspond à un montant de plus de 600 000 € par minute.* »

Le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité)¹ a publié une bande dessinée sur le thème du commerce des armes. L'objectif ? Proposer un éclairage sur ce milieu opaque et complexe dont on ne sait, au final, pas grand-chose.

Par le biais de « questions-réponses », la BD nous propose de décrypter les différentes données disponibles avec un œil critique. On y fait état de la situation actuelle du commerce des armes dans le monde afin de dénoncer les nombreux problèmes que celui-ci engendre. Malversations, secrets, corruption², etc. Le plus catastrophique concernant les nombreux dégâts humains qui sont à déplorer à travers le monde.

La BD conserve un ton humoristique (noir) malgré que ce qu'elle dénonce le soit beaucoup moins. On y apprend les différences entre les armes, les chiffres que le GRIP possède sur l'état actuel du commerce d'armes ainsi que la place de la Belgique dans ce commerce mondial.

L'ouvrage s'achève sur un constat : on ne peut pas encore éradiquer le commerce des armes. Cependant, il est possible de l'encadrer suffisamment afin que les dites-armes ne tombent pas entre de « mauvaises mains » et donc limiter leur effet dévastateur sur les populations. En ce qui nous concerne, citoyen·ne·s, s'informer via des sources crédibles et fiables afin d'exercer notre esprit critique reste notre arme la plus forte.

Plus d'infos et commandes : <https://grip.org/le-commerce-des-armes-un-business-comme-un-autre>

1 Le GRIP est un centre de recherche indépendant qui décrypte, informe et conseille sur les conflits dans l'optique d'y mettre fin. Ils se donnent aussi pour mission d'éclairer les citoyen·ne·s sur des enjeux complexes comme les questions d'armement et de désarmement.

2 On y apprend d'ailleurs que 40 % de la corruption au sein du commerce international serait liée au business des armes.